



Madagascar
2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Madagascar

Vue d'ensemble

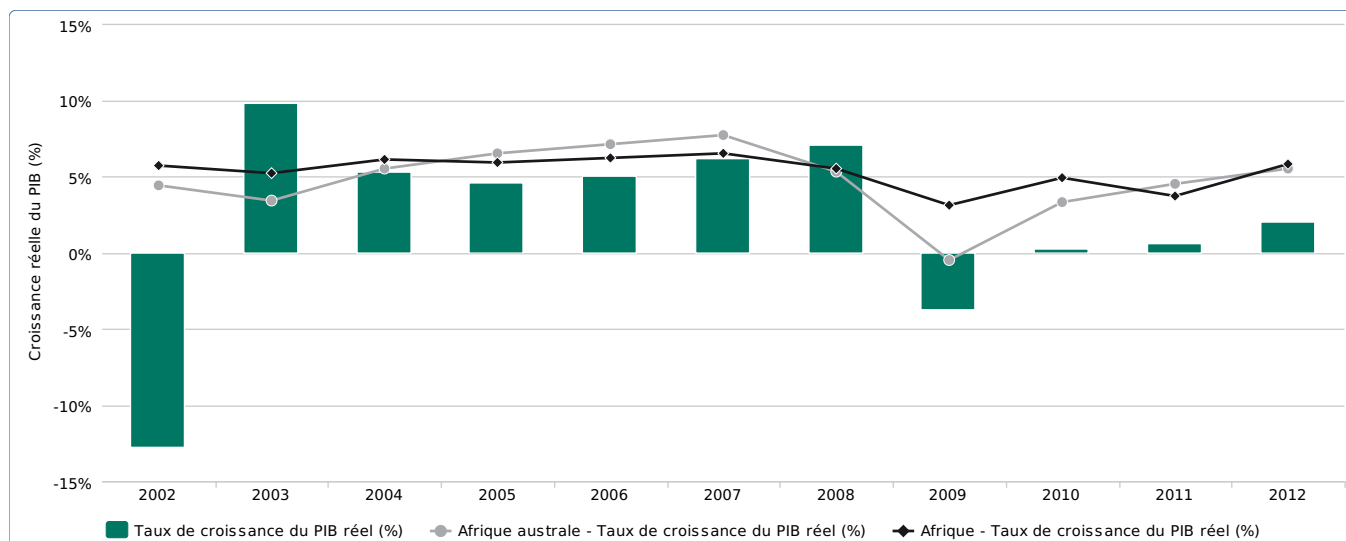
Madagascar a peu à peu renoué avec la croissance en 2010. Le pays continue toutefois de subir les retombées politiques du coup d'État de 2009, qui avait chassé du pouvoir le président Marc Ravalomanana et aggravé l'impact de la récession mondiale de 2008/09 sur Madagascar. Après avoir reculé de 3.7 % en 2009, l'économie malgache a progressé de 0.3 % en 2010, bien que l'aide au développement, qui finance traditionnellement l'investissement public dans les infrastructures, ait diminué. La communauté internationale ayant rejeté le programme de normalisation politique du gouvernement actuel, il est peu probable que l'aide au développement revienne à court terme à son niveau d'avant la crise, ce qui laisse présager un ralentissement de la croissance.

En 2010, la croissance a été tirée par les industries extractives (extension de la production dans les grandes mines détenues par des capitaux étrangers) et par la reprise du tourisme. La production agricole a augmenté à un rythme lent malgré une météorologie favorable. En revanche, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) et le textile ont continué de se contracter. Madagascar a adopté une politique d'austérité budgétaire. Lorsque les recettes publiques ont baissé sous l'effet du fléchissement de l'activité économique et des flux d'aide, la plupart des ministères ont subi des coupes budgétaires qui ont contribué à maintenir le déficit à un niveau remarquablement bas : 1.6 % du produit intérieur brut (PIB). Cependant, ce résultat a été atteint au détriment des dépenses consacrées au développement et à la maintenance des infrastructures, et il risque de compromettre la croissance à moyen terme. Dans le même temps, la Banque centrale de Madagascar (BCM) a engagé une politique monétaire prudente, maintenant l'inflation à 9.6 % en dépit d'un renchérissement des denrées alimentaires de 14 %, et laissant inchangé son taux directeur malgré l'atonie de l'économie. Dans les prochaines années, le pays devra principalement s'attacher à lever les obstacles à sa croissance, en évitant que ses déficits budgétaires et son taux d'inflation ne deviennent intenable.

Le manque de clarté quant aux évolutions politiques à venir continue de peser sur l'activité du secteur privé. L'investissement étranger pâtit du devenir juridique incertain des contrats et concessions signés par le gouvernement actuel, ainsi que de la révision des contrats passés par le gouvernement précédent. De plus, étant donné que les efforts politiques se concentrent sur la mise en place de la IV^e République, la réforme de l'environnement des entreprises est pour l'instant reléguée au second plan. La réduction des dépenses publiques, la faiblesse persistante de l'investissement privé et la fermeture d'un certain nombre d'entreprises situées dans les zones franches favorisent le développement de l'économie informelle. Même si l'on ne dispose pas d'estimations à jour sur les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, on peut penser que l'incidence de la pauvreté a augmenté depuis le coup d'État de 2009.

Le référendum de novembre 2010 qui a amendé la Constitution pourrait permettre à Andry Rajoelina, qui a pris le pouvoir en 2009, d'être élu président en 2011, bien que sa candidature ne soit pas encore confirmée. L'environnement politique demeure instable : tant l'opposition que la plupart des pays du monde ont considéré que ce référendum n'était pas valide et les efforts de médiation n'avancent pas. Dans ce contexte, les partenaires émergents représentent une opportunité pour Madagascar. La Chine n'a pas reconnu le gouvernement malgache actuel, mais plusieurs de ses entreprises continuent de signer des contrats avec lui. En 2010, le groupe chinois *Wuhan Iron and Steel Co* (WISCO) a versé une avance de 100 millions USD pour une concession portant sur l'extraction de minerai de fer. Si les gisements se révèlent aussi vastes qu'il l'espère, il pourrait y investir 8 milliards USD, ce qui serait, de loin, le plus gros investissement direct étranger (IDE) effectué à ce jour à Madagascar. Ce pays, où la corruption est omniprésente, devra réussir à transformer cette opportunité en développement via le paiement de redevances équitables et la création d'effets d'entraînement avec l'économie locale.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412122>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	-3.7	0.3	0.6	2
Inflation IPC	8.5	9.6	10.1	9.8
Balance budgétaire % PIB	-2.5	-1.6	-1.3	-1.2
Balance courante % PIB	-20.9	-17	-15.9	-15.3

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414478>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	28.3	28.8
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	0.2	0.2
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	14.5	14.7
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	1.1	1.2
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	3	4.2
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	14	13.5
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	19.1	20.1
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	1.1	0.4
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	4.3	4.4
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	14.4	12.5
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415447>

L'économie malgache a affiché une croissance modeste, de 0.3 %, en 2010, après s'être repliée de 3.7 % en 2009 à la suite du coup d'État qui a amené Andry Rajoelina au pouvoir. Ce retour à la croissance s'explique, dans une large mesure, par l'expansion de la production minière et par la reprise du tourisme dans le pays. Cependant, à cause de l'incertitude politique persistante, on peut penser que l'aide au développement ne reviendra pas à ses niveaux d'avant la crise et que la croissance économique de Madagascar restera lente. Les projections anticipent une croissance de 0.6 % pour 2011 et de 2 % l'année suivante.

L'agriculture, la sylviculture et la pêche ont représenté 28.8 % du PIB en 2009. Les principales cultures vivrières du pays sont le riz, le maïs, les haricots, le manioc et la patate douce.

Malgré des conditions climatiques favorables, la croissance de l'agriculture a été faible en 2010. Pour 2011, l'État entend maintenir les exonérations fiscales sur les intrants et les biens d'équipement de ce secteur. Avec l'expansion des surfaces arables, l'émergence de nouveaux entrepreneurs et la remise en état des systèmes d'irrigation, cette politique devrait permettre à l'agriculture de progresser de 2 %.

La sylviculture a gravement pâti des efforts déployés par l'État pour mettre fin à l'exploitation forestière illicite : sa croissance est tombée de 30.4 % en 2009 à 0.1 % en 2010. Cette tendance négative devrait se poursuivre en 2011, car la valeur ajoutée pourrait chuter de 20 % dans la sylviculture.

Le secteur secondaire est entré pour 20.3 % dans le PIB en 2009.

La vigoureuse croissance des industries extractives a contribué au rebond du secteur secondaire. Pendant la crise financière mondiale, les flux d'IDE ont ralenti, mais ne se sont pas taris. Grâce à l'extension de la production d'ilménite par QIT Madagascar Minerals (QMM), la valeur ajoutée sectorielle de cette branche a bondi de 121 % en 2010, après une hausse de 14 % en 2009. En 2011, la poursuite de l'expansion de QMM et le début de l'extraction de nickel et de cobalt dans la mine exploitée par Sherritt International devraient se traduire par une croissance supérieure à 200 %.

Dans les zones franches, la valeur ajoutée a reculé de 5 % en 2010, réitérant sa performance négative de 2009. Ces zones comptent environ 95 % d'entreprises textiles, qui sont majoritairement détenues par des capitaux étrangers (français, mauriciens et chinois).

À la suite du coup d'État de 2009, la suspension de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGO), qui donnait au pays un accès préférentiel au marché des États-Unis, a fait disparaître quelque 40 000 emplois dans le secteur formel, soit 20 % du total de 2008. Les perspectives restent défavorables. Une loi votée en 2008 sous la présidence de Marc Ravalomanana, à la demande du Fonds monétaire international, prévoyait la suppression des zones franches début 2011. Sa mise en œuvre n'a pas été annulée par la Haute Autorité de transition (HAT), présidée par Andry Rajoelina, ce qui risque d'assombrir encore plus les perspectives pour le textile. De plus, son gouvernement actuel n'ayant pas été reconnu par la plupart des partenaires internationaux, Madagascar pourrait ne pas être en mesure de signer avec l'Union européenne (UE) un accord commercial préférentiel, prévu en 2011. La branche textile est donc susceptible de se replier d'environ 10 % en 2011.

Le BTP était entré pour 4.2 % dans le PIB en 2009. Comme en 2009, il s'est contracté en 2010, de 17.5 %, à cause de l'arrêt de l'aide au développement. Or, ce sont essentiellement les pays donateurs qui financent le développement et la maintenance des infrastructures malgaches. L'avenir de ce secteur dépend donc du règlement de la crise politique. La croissance des travaux publics sera probablement infime dans les prochaines années. L'investissement étranger, notamment le lancement de travaux de construction d'une infrastructure minière par le groupe chinois WISCO, pourrait néanmoins soutenir cette branche.

En 2010, le secteur tertiaire a affiché de bonnes performances grâce à la reprise du tourisme. La branche des transports, qui capte une partie de l'activité touristique et qui a contribué à 20.1 % du PIB en 2009, a enregistré une hausse de 5 %, après une baisse de 10 % en 2009. Le nombre de touristes a été estimé à 180 000, contre 125 000 en 2009. Même si la comparaison avec le chiffre de 2008 (365 000) ne permet pas de parler d'un rétablissement complet, les résultats ont été très satisfaisants au second semestre 2010, avec, dans l'hôtellerie de tourisme, des taux d'occupation allant jusqu'à 70 %, contre 80 % en 2008 et 30 % en 2009. En revanche, les taux d'occupation sont restés faibles dans l'hôtellerie d'affaires.

Côté demande, la consommation privée s'est comprimée de 2.3 % en 2010, reflétant les destructions d'emplois dans l'économie formelle et la montée en puissance de l'économie informelle. L'investissement privé a également diminué, car de gros projets miniers sont en passe d'être achevés ou d'atteindre le stade de la mise en production. Ce reflux de l'investissement privé n'a été compensé qu'en partie par le démarrage de l'activité d'une nouvelle grande brasserie, la Nouvelle Brasserie de Madagascar, dans laquelle 15 millions USD ont été investis, ainsi que de l'opérateur mobile malgache Madamobile, qui a nécessité un investissement initial de 47 millions USD en 2010. La consommation privée devrait se replier de 1.3 % en 2011, puis croître à nouveau, de 1.6 %, en 2012.

L'investissement public s'est tassé sous l'effet du recul de l'aide au développement, ce qui a entraîné l'annulation des nouveaux projets, sauf pour des opérations humanitaires. La réduction des dépenses de l'État a de surcroît entraîné une chute de 8.1 % de la consommation publique.

Les effets persistants du coup d'État de 2009 devraient empêcher l'aide au développement de renouer avec ses niveaux d'avant la crise. La crainte que les contrats signés par le gouvernement actuel ne soient pas honorés à l'avenir pourrait peser sur les IDE, et les perspectives de croissance restent très sombres.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	13.4	32.1	-8.4	0	0.3	-2.6	0	0.1
Publique	3.9	4.1	-18	0	3	-0.7	0	0.1
Privée	9.5	28	-7	0	0	-1.9	0	0
Consommation finale	95.6	93.9	-2.9	-1.2	1.5	-2.7	-1	1.3
Publique	8.4	11.9	-8.1	0.4	1	-0.8	0	0.1
Privée	87.3	82	-2.3	-1.3	1.6	-1.9	-1.1	1.3
Secteur externe	-9	-26.1	-	-	-	5.5	1.6	0.5
Exportations	16	24.7	5.7	2.9	3.8	1.5	0.8	1.1
Importations	-25	-50.7	-8.1	-1.8	1.2	4	0.8	-0.5
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	0.3	0.6	2

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416416>

Politique budgétaire

En 2010, Madagascar a adopté une politique de rigueur budgétaire. Ses recettes fiscales ont représenté 9.7 % du PIB, contre 10.5 % en 2009. Conjugué au déclin du commerce extérieur et à la décrue de l'aide étrangère, le ralentissement de l'économie réelle a ramené la part des recettes publiques à 11.4 % du PIB (estimation), contre 12.1 % l'année précédente. Le premier projet de budget 2010, présenté fin 2009, avait estimé ces recettes à 2 117 milliards MGA (Malagasy ariary), mais ce chiffre a été revu en baisse, à 1 905 milliards MGA, en juin 2010.

Cette révision a été essentiellement motivée par un financement extérieur moins substantiel que prévu. Dans le premier projet de budget 2010, l'État prévoyait de recevoir 957 milliards MGA d'aide, mais n'a en fait obtenu qu'un total de 587 milliards MGA, à savoir 321 milliards MGA de dons et 266 milliards MGA de prêts. Les finances publiques de Madagascar ont toutefois bénéficié d'un coup de pouce inattendu, sous la forme d'une avance de 100 millions USD versée par l'entreprise chinoise WISCO pour sa concession de Soalala (minerai de fer).

Le budget révisé en juin 2010 opérait des coupes importantes dans les dépenses, mais les ministères de la Défense et de la Sécurité intérieure, la Haute Autorité de transition et la Présidence ont tous reçu un financement substantiel. La Présidence a vu son budget multiplié par sept entre 2009 et 2010 et ses investissements ont représenté près de la moitié de l'investissement public en 2010.

Il n'y a pas d'arriérés dans le remboursement de la dette publique ni dans le paiement des rémunérations des fonctionnaires. Dans le secteur public, les salaires ont été relevés de 10 % en valeur nominale, de façon à préserver leur valeur réelle dans un contexte d'inflation. Afin de maîtriser ses dépenses, l'État a également maintenu sa politique de non-remplacement des départs à la retraite dans la fonction publique.

Cette politique d'austérité a permis de contenir le déficit budgétaire global à 1.6 % du PIB, alors qu'une estimation initiale tablait sur un déficit de 3.2 %. Le déficit devrait ressortir à 1.3 % en 2011 et à 1.2 % en 2012. En 2009 et 2010, l'État a compensé la baisse de ses recettes extérieures en réduisant ses investissements, principalement dans les infrastructures de base et dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la culture. L'investissement public a ainsi subi une spectaculaire compression, de 55 % en termes réels, entre 2008 et 2010.

En 2011, l'État devrait continuer à mettre en œuvre une politique d'austérité budgétaire afin d'empêcher le creusement de son déficit. Les ressources disponibles seront consacrées à l'instauration de la Quatrième République et à certains investissements d'infrastructure attendus depuis longtemps.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	10.2	16	17.5	12.1	11.4	11.3	11
Recettes fiscales	7.7	11.4	13	10.5	9.7	9.5	9.3
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	2.2	4.3	4.3	1.1	1.3	1.4	1.3
Autres revenus	0.3	0.3	0.3	0.5	0.5	0.5	0.5
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	15.7	18.7	19.5	14.6	13	12.6	12.2
Dépenses courantes	10.3	11	10.9	10.3	9.7	9.4	9
Sans les intérêts	8.1	9.9	10.1	9.5	8.8	8.5	8.2
Salaires	4.6	5.2	4.7	4.7	4.5	4.1	3.9
Biens et services	2.5	3.1	4.6	3	2.6	2.7	2.7
Intérêts	2.2	1.1	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9
Dépenses en capital	4.8	7.6	8.6	4.3	3.3	3.2	3.2
Solde primaire	-3.3	-1.6	-1.2	-1.7	-0.6	-0.4	-0.3
Solde global	-5.5	-2.7	-1.9	-2.5	-1.6	-1.3	-1.2

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417385>

Politique monétaire

La Banque centrale de Madagascar (BCM) mène une politique monétaire prudente, qui a limité l'inflation à 9.6 % en 2010, contre un taux anticipé de 13.6 %. Cette inflation est imputable à des hausses de prix supérieures à la moyenne pour les produits manufacturés, les services aux particuliers, les locations immobilières, les produits pétroliers et les denrées alimentaires. À elles seules, ces dernières se sont renchériées de 14 %.

La BCM a laissé son taux directeur à 9.5 %, et le taux des réserves obligatoires des banques commerciales à 15 %, niveau inchangé depuis 2004. L'inflation relativement faible s'explique non seulement par les interventions de la Banque centrale, mais également par l'atonie de l'activité économique, qui se traduit par une contraction de la consommation et de l'investissement à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé.

La BCM maintiendra certainement cette politique monétaire prudente dans les prochaines années. Les perspectives de croissance modeste devraient atténuer les tensions sur les prix, mais l'évolution des cours du pétrole et du riz est incertaine après les fortes flambées récentes, et l'on anticipe à présent pour 2011 une inflation supérieure à celle de 2010, à 10.1 %.

Position extérieure

Le déficit commercial, qui représentait 19.3 % du PIB en 2009, s'est réduit à 17.4 % en 2010. Selon les projections, il devrait continuer à diminuer et ressortir à 16.9 % cette année, puis à 16.6 % en 2012. C'est le secteur minier (extraction de mica, de quartz et d'ilménite) qui a tiré la croissance des exportations, tandis que les exportations traditionnelles (produits agricoles et textile, notamment) ont affiché un repli spectaculaire. De janvier à août 2010, les exportations de minerais ont fait un bond de 76.2 % par rapport à la même période de

2009, reflétant l'envolée des cours, surtout pour le mica et le quartz. Les principaux marchés d'exportation de Madagascar sont, par ordre d'importance, la France, l'Allemagne, la Côte d'Ivoire, les États-Unis, l'Inde, le Canada, la Chine et le Royaume-Uni. L'amélioration de la balance des échanges résulte aussi d'un recul des importations, l'achèvement de plusieurs grands projets miniers ayant entraîné une diminution des achats de biens d'équipement. En revanche, les importations d'hydrocarbures ont augmenté considérablement sous l'effet du renchérissement de ces produits.

Le compte des services fait apparaître une baisse des importations de 6.7 % et une hausse des exportations de 19.2 %. Son déficit, qui représentait 4.1 % du PIB en 2009, s'est réduit à 1.2 % en 2010.

De 20.9 % du PIB en 2009, le déficit des comptes courants a été ramené à 17 % en 2010, et devrait tomber à 15.9 % cette année, puis à 15.3 % en 2012, à mesure que les exportations minières s'accroîtront. Le déficit global de la balance des paiements s'est fortement creusé, reflétant la baisse de l'aide au développement et des IDE.

En termes réels, la monnaie malgache est restée stable face aux grandes monnaies. Elle s'est dépréciée de 2 % vis-à-vis des droits de tirage spéciaux du FMI en 2010. Les réserves de change disponibles ont avoisiné 800 millions USD, ce qui couvre trois mois d'importations.

Les principaux partenaires du développement de Madagascar sont l'UE, l'Allemagne et la France. En juin 2010, l'UE a suspendu la totalité de son appui budgétaire, exception faite de l'aide humanitaire et d'urgence. Les programmes déjà engagés devraient être maintenus, sauf ceux auxquels l'État malgache participe directement. Dans le même temps, l'Allemagne a limité son assistance dans le domaine de la protection de l'environnement. La Banque africaine de développement et la Banque mondiale poursuivent leurs projets en cours, mais ne lancent plus aucune initiative nouvelle.

En 2011, les relations entre Madagascar et l'UE risquent de ne pas reprendre tant qu'une solution négociée n'est pas trouvée pour mettre fin à la crise politique dans le pays.

En 2010, le principal de la dette extérieure de Madagascar s'est chiffré à 86.8 milliards MGA, auxquels s'ajoutent 47.9 milliards MGA d'intérêts, moins 16.6 milliards MGA de déductions accordées par les créanciers multilatéraux dans le cadre de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTTE).

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

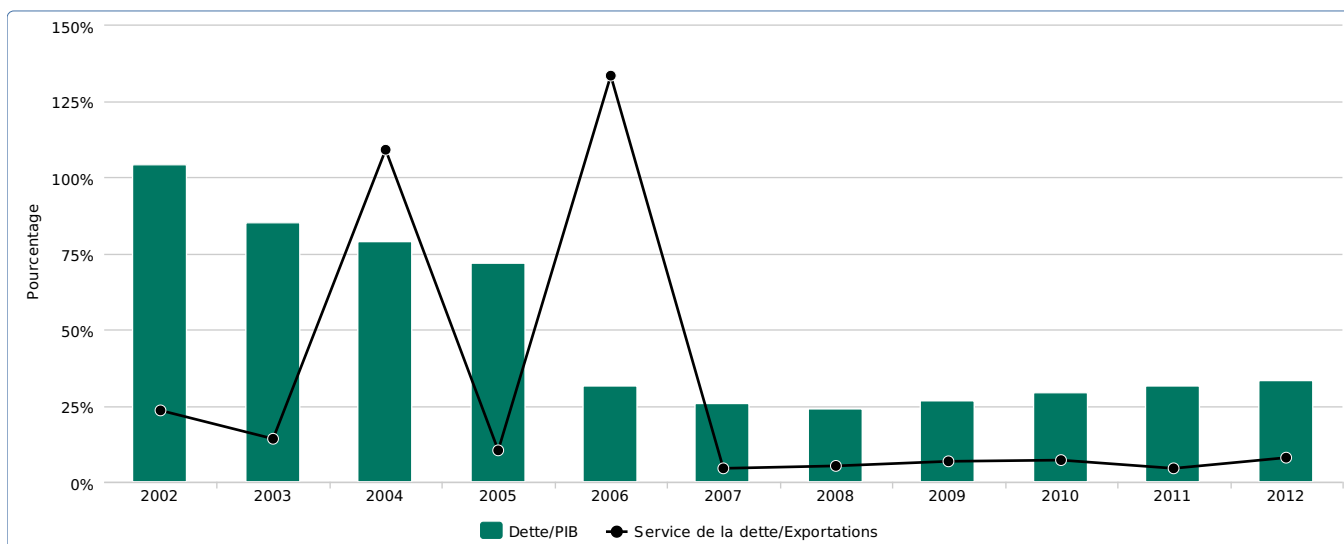
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-2.6	-13.6	-20.2	-19.3	-17.4	-16.9	-16.6
Exportations de biens (f.o.b.)	10.9	16.8	13.9	12	12.1	12.3	11.7
Importations de biens (f.o.b.)	13.6	30.5	34.1	31.2	29.5	29.2	28.3
Services	-3.9	-2.4	-3	-4.1	-1.2	-1.1	-0.5
Revenu des facteurs	-1.6	-0.8	-0.5	-1.1	-1.5	-1.3	-1.4
Transferts courants	2.2	4.9	5	3.5	3.1	3.5	3.2
Solde des comptes courants	-6	-11.9	-18.7	-20.9	-17	-15.9	-15.3

Source : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418354>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412122>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

L'incertitude politique et économique dont souffre Madagascar depuis la crise politique de 2009 incite les investisseurs privés à l'attentisme. Même si certains pensent que c'est le moment d'entrer sur le marché malgache, la plupart des entrepreneurs, et tout particulièrement les investisseurs étrangers, craignent que les nouveaux contrats et accords de concession ne soient pas reconnus par un futur gouvernement.

Dans le classement *Doing Business* sur le climat des affaires établi par la Banque mondiale, sur 189 pays, Madagascar a reculé de la 134^e place en 2009 à la 140^e en 2010. Cependant, cette rétrogradation résulte, en grande partie, de changements dans la méthode de calcul des indicateurs. Le pays obtient ses meilleurs scores dans les catégories Protection des investisseurs (59^e), Création d'entreprise (70^e) et Paiement des impôts (72^e). Ses performances sont les moins bonnes dans les catégories Transfert de propriété (162^e), Obtention de prêts (176^e), Exécution des contrats (153^e) et Fermeture d'entreprise (183^e). En moyenne, dans ce pays, l'enregistrement de titres de propriété prend 74 jours et son coût représente 9.8 % de la valeur du bien ; 871 jours et 38 démarches sont nécessaires pour fermer une entreprise. Vu le contexte politique actuel, il est difficile de réformer et les projets présentés sont traités très lentement.

Malgré cet environnement peu favorable, de nouvelles entreprises voient le jour. Dans la capitale, Antananarivo, le nombre d'enregistrements de nouvelles sociétés est passé de 1 239 au premier trimestre 2009 à 1 942 sur la même période de 2010. Ces investissements sont essentiellement réalisés dans le secteur tertiaire, qui compte ainsi 1 724 créations d'entreprises, contre seulement 18 dans le secteur primaire et 200 dans le secteur secondaire. La plupart de ces entreprises sont présentes dans les activités liées au commerce (distribution et vente en gros, notamment) et dans le transport de fret ou de voyageurs. L'introduction de GasyNet, un système central qui assure la communication et la coordination entre les douanes et les intervenants portuaires, devrait réduire les délais et les coûts pour les exportateurs et les importateurs.

Dans le secteur financier, le groupe bancaire gabonais BGFIBank a commencé à opérer à Antananarivo. Le système financier malgache est de très petite taille : seules deux banques commerciales entendent se doter d'un réseau national. Les autres établissements se concentrent uniquement sur les grandes villes. Les prêts bancaires ont augmenté de 9 % sur les huit premiers mois de 2010, contre une progression de 7 % sur la même période de 2009.

En revanche, le crédit au secteur privé a considérablement ralenti au premier semestre 2010. Il n'a progressé que de 34 milliards MGA, contre 304 milliards MGA en 2008 et 79 milliards MGA en 2009. En valeur nette, il a augmenté de 7.7 % en 2009, après un bond de 29.5 % en 2008. Dans le même temps, la proportion des prêts à risque est passée de 9 % fin 2009 à 11 % à la fin du premier trimestre 2010. L'enquête 2009 sur l'évaluation du climat d'investissement confirme que, de l'avis des entreprises, les difficultés d'accès au financement sont l'un des principaux freins au développement du secteur privé.

Les organismes de microcrédits sont de plus en plus nombreux. Ils étaient 10 en 2006 et 26 en 2010. Sur la même période, le taux de couverture (nombre de clients existants sur le nombre de clients potentiels) est passé de 5 % à 12 %, et le volume des prêts a été multiplié par trois. Cette croissance est due en partie à l'essor du secteur informel, sous l'effet de la crise économique déclenchée par le coup d'État de 2009. En effet, les entreprises de ce secteur n'ont pas accès aux prêts accordés par les banques commerciales. Dans les organismes de microcrédits, le montant des prêts s'échelonne entre 50 000 et 30 millions MGA, avec des échéances généralement inférieures à un an et qui ne dépassent jamais deux ans. Une association des organismes de microcrédit a été créée en 2010.

Des services bancaires sur téléphone mobile ont été introduits en septembre 2010 et les virements qui recourent à cette technologie se chiffrent aujourd'hui à 1 million EUR par semaine. Un fonds de garantie, Solidis, récemment mis en place par un organisme de financement du développement, sert d'intermédiaire entre les banques commerciales et les petites et moyennes entreprises.

Autres développements récents

À cause du ralentissement des flux d'aide au développement, l'expansion des infrastructures a cessé au cours des deux dernières années et les opérations de maintenance ont été réduites au minimum.

La puissance électrique installée reste incroyablement faible, à 160 mégawatts (MW), surtout au regard du potentiel hydroélectrique du pays, qui représente plusieurs millions de MW. Tous les projets sont pour l'instant suspendus. Les centrales construites dans le cadre des grands projets miniers devraient néanmoins permettre d'accroître la capacité en 2011 : QMM injectera quelque 50 MW sur le réseau à Fort-Dauphin et Sherritt fournira

15 MW au site minier d'Ambatovy.

Le secteur des télécommunications compte un nouvel opérateur mobile, Madamobile, qui s'est enregistré en 2008, mais n'a démarré son activité que récemment. Le raccordement du réseau national au câble sous-marin Lion, qui a été réalisé en 2009 par Orange, et au câble sous-marin EASSy, effectué en 2010 par Telma, l'un des opérateurs historiques de Madagascar, a nettement amélioré l'infrastructure de télécommunications locale. Aujourd'hui, les particuliers ont accès au réseau haut débit à 1 mégabit par seconde (Mbit/s) pour quelque 80 EUR par mois, et les entreprises bénéficient de 4 Mbit/s pour environ 1 600 EUR par mois. Ce sont des tarifs très élevés pour le pays.

Le budget 2011 prévoit de relever l'investissement public de 32 %. Le programme d'investissement public (PIP) a pour objectif premier de stimuler la reprise économique via la construction ou la remise en état des infrastructures productives et sociales qui ont un impact direct sur la population. Cette expansion de l'investissement est destinée à soutenir la politique de décentralisation dans l'optique de l'instauration de la Quatrième République. Elle vise aussi à promouvoir la croissance du secteur privé. Près d'un tiers du budget total est alloué au développement des infrastructures (travaux publics, transports, énergie, eau et assainissement, urbanisme). Un autre tiers est destiné au secteur de la santé, qui recevra 66 milliards MGA supplémentaires, et à l'éducation, qui bénéficiera d'une rallonge de 94 milliards MGA. Quelque 16 % du budget sont consacrés aux secteurs productifs, dont la sylviculture, l'industrie manufacturière, l'artisanat, les exploitations minières, le tourisme et l'environnement. Le reste est alloué à l'administration publique. Cependant, les deux tiers du budget d'investissement dépendent de l'aide extérieure apportée par les donateurs traditionnels. Si ces derniers ne débloquent pas cette aide en raison de la situation politique actuelle dans le pays, il se pourrait que Madagascar doive trouver d'autres sources de financement.

En 2010, l'État malgache a défini une vision stratégique pour la politique relative à l'environnement et aux forêts, avec trois principaux objectifs : améliorer la gestion des ressources naturelles afin d'encourager le développement durable du pays, améliorer le cadre juridique sectoriel en finalisant la charte environnementale et en renforçant les règles d'exploitation des bois précieux, et accroître l'efficacité du ministère de tutelle en augmentant la capacité de l'administration des forêts à recouvrer les recettes, en formant le personnel de cette administration et en introduisant un système de communication permanente avec les directeurs régionaux.

Partenaires économiques émergents

La Chine est le plus important partenaire émergent de Madagascar. Elle apporte une aide à ce pays depuis les années 70, principalement pour des projets d'infrastructure. Néanmoins, sa présence a récemment évolué et revêtu de plus en plus la forme de flux commerciaux et d'investissements directs.

Bon nombre des produits importés par Madagascar proviennent de Chine, dont la part est passée de 15 % des importations en 2000 à un pic de 26 % en 2008. Après le coup d'État de 2009, cette part a décliné spectaculairement, à 14 %. La Chine est la principale source des importations de Madagascar depuis 2004, même si c'est la France qui reste le premier partenaire commercial, vers lequel Madagascar a expédié 47 % de ses exportations en 2008.

Le total des investissements directs chinois avoisine 200 millions USD, dont 70 % ont été réalisés sur les quatre dernières années. À Madagascar, la Chine a investi dans trois raffineries de sucre, auxquelles sont rattachées des plantations de canne à sucre, dans une cimenterie et dans une banque commerciale. Les entreprises textiles des zones franches ont également bénéficié d'investissements. Ces investissements sont modestes par rapport à ceux des partenaires traditionnels, qui ont privilégié les activités minières ces dernières années. Toutefois, en 2010, dans le cadre d'un appel d'offres international, le groupe chinois WISCO a obtenu une concession pour l'extraction de minerai de fer et versé à Madagascar une avance de 100 millions USD. Si les réserves exploitables se révèlent aussi importantes que prévu, ce projet pourrait donner lieu à des engagements supplémentaires représentant jusqu'à 8 milliards USD, ce qui constituerait le plus gros flux d'IDE dans le pays.

Les autres partenaires émergents de Madagascar sont la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, l'Inde, le Koweït et la Turquie, mais elles ne sont pas aussi importantes que la Chine en termes d'aide, d'échanges commerciaux et d'IDE. L'Inde a lancé en 2008 son premier projet de coopération, qui vise à accroître la productivité de la riziculture. Plusieurs entreprises indiennes sont également présentes dans les industries extractives malgaches, même si elles n'en sont encore qu'à la phase d'exploration pour le pétrole et l'uranium. Le secteur des télécommunications a attiré des capitaux étrangers provenant d'Inde (Reliance), du Koweït (Zain) et des Émirats arabes unis (Madamobile). En 2008, Daewoo (Corée du Sud) s'appretait à signer un bail sur une vaste superficie agricole afin d'y pratiquer des cultures céréalières destinées à l'exportation. Cette opération a suscité une vive controverse et il est probable que cela a largement contribué à fragiliser Marc Ravalomanana, qui était à l'époque le président de Madagascar. De son côté, la Turquie a récemment établi des relations diplomatiques avec le pays et engagé des négociations sur un cadre de coopération.

Exception faite de la Chine, les flux d'aide, de commerce et d'investissement qui proviennent des pays émergents restent plus restreints que ceux émanant des partenaires traditionnels. Par exemple, les grands projets miniers, qui constituent les IDE les plus substantiels réalisés à ce jour à Madagascar, ont été financés par des entreprises canadiennes et australiennes. En 2008, 54 % des importations de Madagascar provenaient de pays émergents, dont la moitié de Chine, et 7 % des exportations malgaches étaient destinées à ces pays, contre, respectivement, 36 % et 91 % pour les partenaires traditionnels. La part des pays africains a été minime : 10 % des importations et 3 % des exportations.

Les partenaires émergents ne proposent pas un nouveau modèle de développement. Ils ont plutôt tendance à suivre les schémas classiques et à opérer dans les secteurs traditionnels. Jugée élevée dans le cadre des projets mis en œuvre par la Chine (projets d'infrastructure, en particulier), la proportion de travailleurs étrangers constitue une différence notable par rapport aux pratiques habituelles. De manière générale, les partenaires émergents peuvent jouer un rôle essentiel dans le développement économique de Madagascar, car ils complètent les activités des partenaires traditionnels et offrent une autre solution, surtout à l'heure actuelle, où Madagascar est marginalisée par la communauté internationale. Ainsi, contrairement aux partenaires traditionnels, le Pakistan et la Turquie ont reconnu le gouvernement d'Andry Rajoelina.

Dans l'ensemble, les partenaires émergents et leurs entreprises ont pris des engagements à long terme dans le pays, sous la forme de participations dans certains secteurs, tels que les industries extractives, l'agroalimentaire ou les télécommunications. En revanche, ils ont pour l'instant peu investi dans les entreprises textiles des zones franches. Nombre de ces entités ont cessé d'opérer en 2009/10, lorsque Madagascar a perdu son accès préférentiel au marché des États-Unis après le coup d'État qui a amené Andry Rajoelina au pouvoir.

L'État cherche à encourager la présence étrangère par le biais d'organisations multilatérales. Il doit avant tout créer un environnement propice, afin de continuer d'attirer les investissements en provenance des partenaires émergents et de recueillir une part plus importante des bénéfices qui en découlent.

Contexte politique

En mars 2009, à la suite d'une vague d'émeutes, le Président malgache, Marc Ravalomanana, a remis le pouvoir aux militaires. Ceux-ci l'ont immédiatement transféré à Andry Rajoelina. Ce dernier, qui était à l'époque le maire d'Antananarivo et menait le mouvement de contestation, est devenu le président de la Haute Autorité de transition (HAT), qui continue à ce jour de diriger le pays. L'opposition s'est réorganisée et scindée en trois mouvances, qui soutiennent chacune l'un des anciens présidents du pays. Les négociations en vue d'une solution politique ont débouché sur plusieurs accords, signés à Maputo et à Addis-Abeba en 2009. Cependant, Andry Rajoelina les a annulés fin 2009, déclarant que la crise serait résolue au niveau national. Pendant la première moitié de l'année 2010, les rumeurs de tentatives de coup d'État sont allées bon train. L'une d'elles a conduit à la démission de la ministre de la Défense.

La communauté internationale n'a pas arrêté de position commune vis-à-vis de Madagascar. Les nouveaux partenaires du pays (Pakistan et Turquie) ont reconnu la légitimité d'Andry Rajoelina et, même si la Chine n'a pas fait de même, elle a continué de passer des accords commerciaux avec Madagascar.

En mars 2010, la Commission de l'Union africaine (CUA) a prononcé des sanctions individuelles à l'encontre de 109 personnalités ayant des liens avec le gouvernement malgache. Entretemps, les grands donateurs ont cessé d'aider Madagascar, sauf pour l'aide d'urgence, et les États-Unis ont suspendu le régime préférentiel dont les exportations malgaches bénéficiaient jusqu'alors sur leur marché dans le cadre de l'AGOA. La Communauté pour le développement de l'Afrique australe (CDAA) estime que le gouvernement malgache actuel est illégitime et préconise une transition inclusive sur la base de la charte de Maputo.

L'Afrique du Sud et la France ont réuni les quatre camps à Pretoria en avril 2010, mais en vain. Cet échec a renforcé la détermination de Madagascar à mettre en œuvre une solution « nationale ». Le pays a ainsi organisé un référendum en novembre 2010, première étape vers des élections en 2011. Les principaux opposants politiques ont appelé au boycott du vote et, la veille du référendum, un groupe de militaires a tenté un coup d'État, sans succès. Le référendum a approuvé les mécanismes constitutionnels proposés et abaissé de 40 à 35 ans l'âge minimum de candidature à la présidence, ce qui permettra à Andry Rajoelina de briguer un mandat lors des prochaines élections. Récemment, la CDAA a présenté un projet de feuille de route destinée à mettre fin à la crise politique, mais les trois mouvements d'opposition ont exprimé leur désaccord ou des réserves.

La corruption a empiré depuis le début de cette crise. L'indice de perception de la corruption établi par Transparency International (plus la valeur de cet indice est faible, plus le niveau de corruption est élevé) est tombé de 3.4 en 2008 à 3 en 2009 et à 2.6 en 2010. Andry Rajoelina a admis que l'administration publique malgache était corrompue et ordonné un audit en juin 2010.

Contexte social et développement des ressources humaines

Les conditions de vie n'ont cessé de se dégrader au cours des 40 dernières années, car l'économie croît plus lentement que la population. Le PIB par habitant de Madagascar reste très bas, à 972 USD en parité de pouvoir d'achat. Plus des deux tiers des Malgaches vivent dans une pauvreté extrême, avec moins de 1.25 USD par jour. La malnutrition a une incidence particulièrement forte : elle touche 35 % de la population. Le dernier rapport sur Madagascar élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour suivre les avancées dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement date de 2007 et aucune donnée fiable relative à ces objectifs n'est disponible pour 2009/10.

Le coup d'État de 2009 a pesé sur la croissance économique et l'expansion du secteur informel qui en a résulté a probablement aggravé la pauvreté. Chaque année, environ 400 000 personnes entrent sur le marché du travail, ce qui accentue les tensions. On estime ainsi que le taux de chômage et de sous-emploi a atteint 30 % en 2010.

Les moins de 15 ans constituent 47 % de la population, ce qui posera à l'avenir des difficultés considérables lorsqu'ils entreront sur le marché du travail. Madagascar est également aux prises avec d'autres grands problèmes : l'économie formelle offre peu d'emplois, la main-d'œuvre est peu qualifiée, peu mobile et peu productive, le soutien à la recherche d'emploi est insuffisant et les conditions de travail sont médiocres. On constate souvent un lien entre la pauvreté et l'agriculture de subsistance ou l'emploi non agricole dans l'économie informelle. Le recul de la pauvreté dépend donc de la capacité à accroître les revenus dans ces deux branches. En effet, dans un avenir proche, le secteur public ne pourra probablement pas absorber la main-d'œuvre inemployée, et les emplois salariés dans l'économie structurée sont réservés aux travailleurs très qualifiés.

Selon le Pnud, les dépenses de santé ont absorbé 2.7 % du PIB du pays en 2007. Par rapport à d'autres pays d'Afrique, Madagascar affiche une espérance de vie à la naissance plus élevée (61 ans) et une mortalité infantile plus faible (106 pour mille naissances vivantes). Son indicateur de développement humain (0.435) est supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (0.389) mais le pays n'est classé que 135^e sur 169 pays.

La prévalence du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) est relativement faible, mais les statistiques officielles sous-estiment probablement le nombre réel de cas : vu l'indigence des soins disponibles pour les personnes séropositives, la population n'est guère incitée à aller faire un test de dépistage. Les livraisons de traitements antirétroviraux ne sont pas régulières et les médicaments distribués sont parfois périmés.

Madagascar enregistre une forte expansion démographique, qui a atteint 2.7 % en 2010. La fécondité a diminué au cours des deux dernières décennies, passant de 6.8 enfants par femme à 4.7 en 2010. La plus forte baisse a été observée chez les femmes qui ont eu accès à l'enseignement secondaire et supérieur. Le taux de fécondité des adolescentes est élevé. On dénombre ainsi 133 accouchements de jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans, pour 1 000 naissances vivantes, ce qui témoigne du faible niveau d'urbanisation et d'instruction. En 2010, 20 % des femmes malgaches étaient analphabètes et 50 % n'avaient fréquenté que l'école primaire.

Les dépenses publiques consacrées à l'éducation ont diminué en pourcentage des dépenses totales (18.9 % en 2005 et 13.4 % en 2008). En pourcentage du PIB, leur part est tombée de 3.2 % en 2007 à 2.9 % en 2010. Le taux d'inscription net reste bas, à 24 % dans l'enseignement secondaire et à 3 % dans l'enseignement supérieur. Le taux brut combiné, tous niveaux confondus et garçons et filles confondus, est ressorti à 61 % en 2010. La scolarité est obligatoire de 6 ans à 14 ans et, en moyenne, les enfants fréquentent l'école pendant 10.2 années.

D'après l'Enquête démographique et sanitaire 2008/09 menée par l'Institut national de la statistique de Madagascar, 41 % seulement des Malgaches ont accès à des ressources en eau améliorées. Ils sont 87 % dans les zones urbaines et 33 % dans les zones rurales.